

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL  
SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE  
ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de présenter, sur les questions dont le Conseil est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 9 juillet 1949, l'exposé succinct que voici.

1. Question iranienne (voir S/1273)
2. Accords spéciaux prévus à l'article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1273).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1273).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1273).
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/1273).
6. Désignation d'un Gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/1273, S/1294, S/1304 et S/1322).
7. Question égyptienne (voir S/1273).
8. Question indonésienne (voir S/1273, S/1279, S/1289, S/1299, S/1304, S/1306, S/1313 et S/1321).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1273 et S/1313).
10. Demandes d'admission (voir S/1273, S/1279, S/1289, S/1306, S/1330, S/1339 et S/1344).
11. Question palestinienne (voir S/1273, S/1279, S/1289, S/1294, S/1299, S/1306, S/1309, S/1311, S/1321 et S/1344).
12. Question Inde-Pakistan (voir S/1273).
13. La situation tchécoslovaque (voir S/1273).

14. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/1273 et S/1321).

Au cours de la période allant du 2 au 9 juillet, le document suivant a été distribué aux membres du Conseil : Lettre, en date du 5 juillet 1949, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la République fédérative populaire de Yougoslavie auprès des Nations Unies, lui transmettant une lettre du Gouvernement yougoslave concernant le Territoire libre de Trieste (S/1348).

15. Question du Haïdérabad (voir S/1273, S/1321, S/1322, S/1326 et S/1327).

16. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, des Etats-Unis d'Amérique, et du Royaume-Uni (voir S/1273 et S/1321).

17. Demande, faite par la Principauté de Liechtenstein, de devenir Partie au Statut de la Cour internationale de Justice (voir S/1306).

- - - - -